

Droit Social Européen des Gens de Mer

9 mars 2017 - Thessalonique

www.univ-nantes.fr

Introduction au Droit Social Européen et au Droit des Gens de Mer



Patrick CHAUMETTE

Professeur et animateur du programme ERC Human Sea

Evolution Historique et Sources Internationales

La libre immatriculation internationale des navires,
la globalisation de la marine marchande, et de la pêche



Photo - navire Edoil, port de Sète,
2003 -13

Naufrages de navires pétroliers :
Torrey Canyon, 1967, Sea
Star, 1972, Amoco Cadiz,
1978, Atlantic Empress,
Aegean Captain, 1979,
Erika, 1999, Prestige, 2002,
Hebei Spirit, 2007
**Mais aussi de navires à
passagers**

Introduction au Droit Social Européen et au Droit des Gens de Mer



Erika - 12 décembre 1999



Introduction au Droit Social Européen et au Droit des Gens de Mer



Prestige - 13 novembre 2002

Sources Internationales

**La Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer,
Montego Bay, 1982, entrée en vigueur en 1994**



Sources Internationales

Les conventions de l'Organisation Maritime Internationale
SOLAS, MARPOL, STCW

Les conventions de l'Organisation Internationale du Travail
marine marchande 2006 MLC
et 188 de 2007 sur la pêche



La principale innovation Port State Control - Contrôle de l'Etat du Port

Conventions 147 de l'OIT de 1976, Conventions MARPOL et SOLAS de l'OMI

Une double logique de contrôle du respect des normes internationales

Paris MOU 1982

Directive 95/21 du 15 juin 1995 - Directive 2009/16/CE du Conseil du 23 avril 2009

Directive 2013/38/UE du 12 août 2013



Droit Social Européen Maritime

Application du Droit International

Droit du Marché Européen

Droit Général Social Européen



Application du Droit International



La mise en œuvre des conventions internationales maritimes

Port State Control

Directive 95/21 du 15 juin 1995, 2009/16/CE du 23 avril 2009, Directive 2013/38/UE sur le port state control, Paris MoU

STCW

Directive 2012/35/UE du 21 novembre 2012 agrément et reconnaissance des brevets maritimes entre Etats membres et délivrés par les Etats tiers, STCW amendée à Manille en 2010.

Décision UE/2015/799 du 18 mai 2015, autorisant la ratification de STCW Fish de 1995.



MLC 2006

Directive 2009/13/CE du 16 février 2009, accord collectif européen du 19 mai 2008, Directive 2013/54/UE du 20 novembre 2013 responsabilités de l'Etat du pavillon,

Directive 2013/38/UE du 12 août 2013 port state control MLC

Convention 188 OIT sur la pêche

Accord collectif européen du 21 mai 2012, modifié 8 mai 2013

Proposition de Directive du Conseil, 29 avril 2016,

Droit du Marché Européen



Liberté d'établissement des entreprises : immatriculation du navire

Egalité de traitement - Navires de pêche -
quotas hopping - Etablissement stable d'exploitation
CJCE 14 décembre 1989, C-216/87 Jaderow Ltd et 25 juillet 1991, C-221/89, Factortame

Diversité des Registres nationaux: «Internationaux»
ou d'Outre-Mer (Canarias - Madeira - Wallis et Futuna - Guernesey - Man Island)

Sécurité et Sûreté du navire
Agence Européenne de Sécurité Maritime (Lisbonne)
et Agence de Contrôle des Pêches (Vigo)



Liberté de circulation des travailleurs

Egalité de traitement - Non Discrimination

CJCE 4 avril 1974 - CJCE 30 septembre 2003 capitaine de navire

Reconnaissance mutuelle des diplômes et des brevets

Directive 2001/25 - Directive 2008/106

Coordination européenne des régimes de sécurité sociale

Règlement 1408/71 - Règlement 883/2004

CJUE 7 juin 2012, C-106/11, Bakker



Droit de la Concurrence et Droit d'action syndicale

CJCE 11 décembre 2007, C-438/05, Viking Line
CJE 18 décembre 2007, 341/05, Laval und Partnery

CJ EFTA/AELE 19 avril 2016, E-14/15,
Holship Norge



Droit Général Social Européen

Santé et Sécurité au Travail

Droit du Travail

Droit Européen du Contrat International de Travail



Santé et Sécurité au Travail

Directive 89/391 du 12 juin 1989 Directive-cadre
Obligation générale de prévention

Directive générale 2003/88, 4 novembre 2003, aménagement du temps de travail
(dont pêche maritime)

Directives particulières

Directives 1999/63 et 1999/95
(temps de travail, marine marchande - convention 180 OIT)

Directive 92/29 , 31 mars 1992, assistance médicale à bord des navires

Directive 93/103, 23 novembre 1993, navires de pêche

Directive 97/70, 11 décembre 1997, navires de pêche de plus de 24m



Extension du droit social européen général Droit des relations de travail

Directive 2015/1794 du 6 octobre 2015
Insolvabilité de l'employeur, comité d'entreprise européen,
licenciements collectifs, transferts d'entreprise



Conflits de Juridictions

Conventions de Bruxelles de 1968 et de Lugano de 1988

Règlement 44/2001, 22 décembre 2000

Règlement 1215/2012, 12 décembre 2012

Conflits de Lois

Convention de Rome du 19 juin 1980

Règlement 593/2008, 17 juin 2013 (Rome 1)



Quel lieu habituel de travail pour les travailleurs mobiles ?

CJCE 27 février 2002, C-37/00, Weber
Travaux maritimes sur le plateau continental

CJUE gr. ch. 15 mars 2011, C-29/10, Heiko Koelzch
Chauffeur routier international

*Lieu habituel de travail : le lieu où le salarié reçoit ses ordres et
ses consignes, même ici son domicile.*

Le lieu de conclusion du contrat est secondaire.



Quelles « amarres » pour les gens de mer?



CJCE 15 décembre 2011,
C-384/10, **Jan Voogsgeerd c/ Navimer**

CJUE 25 février 2016, C 292/14,
Elliniko Dimosio v Stefanos **Stroumpoulis**

Des situations internationales rattachées à leur réalité.

Règlement 3577/92 du Conseil, 7 décembre 1992

(cabotage maritime)

La prestation de services dans les eaux territoriales

Les conditions sociales de l'Etat d'accueil





Introduction au Droit Social Européen des Gens de Mer



Merci de votre attention

